

DÉFENDRE NOTRE AGRICULTURE PAYSANNE SUR TOUS LES FRONTS

Vous le savez, après des mois d'intenses négociations, le Gouvernement wallon a fixé sa stratégie pour la future PAC 2023-2027. Une décision attendue depuis longtemps dans nos fermes. La FUGEA s'est d'ailleurs réjouie que le Gouvernement soit parvenu à un accord crucial et équilibré pour le futur des agriculteurs et agricultrices.

Le dossier de cette Lettre paysanne est dédié à l'analyse du contenu de l'accord. Durant toutes les discussions, la FUGEA s'est positionnée en faveur d'un plan capable d'assurer un revenu aux agriculteurs et agricultrices, une transition agroécologique ainsi qu'une plus grande équité sociale au sein du monde agricole. Il semble que nos revendications aient été entendues par nos décideurs et décideuses politiques qui ont présenté un plan PAC à même de répondre à ces enjeux.

Si tout n'est pas parfait, différentes mesures permettront l'évolution des pratiques sur le terrain. Nous veillerons à communiquer sur le sujet et à vous soutenir dans vos démarches pour concilier production et durabilité.

Mais soyons réalistes, la PAC seule ne sera pas suffisante pour transformer notre secteur. La transition est en cours mais pour être amplifiée, nous avons besoins d'actes forts dans bien d'autres domaines. Différents dossiers seront à suivre dans les prochains mois.

La politique commerciale de l'UE doit évoluer et mieux protéger nos agriculteurs. À la FUGEA nous défendons depuis longtemps l'application des mesures-miroirs : imposer que les denrées alimentaires importées respectent enfin les mêmes normes sanitaires, environnementales et sociales que les denrées produites en Europe. Nous sommes satisfaits de voir ce dossier sur la table à Bruxelles et soutenu par certains Ministres de l'Agriculture et par de nombreux eurodéputés.

L'accès à la terre et le maintien de sa vocation nourricière sont aussi des problématiques majeures. La FUGEA a ainsi alerté le monde politique concernant les projets de parcs photovoltaïques sur terres agricoles, réelle menace pour le monde agricole, plus particulièrement pour l'accès au foncier et en opposition avec la production alimentaire. La circulaire sur le sujet publié par le Ministre Borsus est un bon signal. Nous souhaitons que le sujet de la biométhanisation soit également mis à l'agenda politique.

Évidemment, nous continuerons à nous battre pour une rémunération juste de nos productions. C'est la mère des batailles. En tant qu'agriculteurs et agricultrices vous méritez de vivre de votre activité. Il n'y aura pas de transition sans prix juste. Les différents acteurs des filières doivent le comprendre. L'évolution doit être collective, en impliquant chaque maillon des filières de la fourche à la fourchette.



Timothée Pétel